

Editorial

« Musulmans d'Europe » ! Les nommerions-nous ainsi comme on évoquerait les « Chrétiens d'Orient » ? Sans revenir à l'esprit d'Al Andalus dans l'Espagne de 711 à 1492, à la pensée d'Averroès, à la geste coloniale, à l'Islam sicilien cher à Frédéric II, comment cultiver l'Islam dans les Balkans, en Russie, en Turquie, en bref sa présence et l'épaisseur de sa durée historique ? L'« Islam », les Musulmans sont présents sur le sol « européen » depuis des lustres, comme le sont la Chrétienté et les Chrétiens au Proche-Orient.

En l'occurrence, on l'a compris, nous traitons dans ce dossier qu'introduisent ci-après, Jocelyne Cesari et Catherine de Wenden, des diasporas¹ ou si l'on préfère des « communautés immigrées ». Le fait est qu'aujourd'hui près de onze millions de musulmans vivent dans les principaux pays d'Europe occidentale, constituant une « minorité postcoloniale » à l'exception notable bien entendu des Turcs. Nous entendons par « Musulmans » l'appartenance à une aire civilisationnelle et non seulement la marque d'une foi et d'une pratique confessionnelle, ce qui n'exclut pas parfois l'absence dans leur cas du rapport au religieux.

Il est vrai que la conceptualisation reste en matière d'études et de recherches sur le monde musulman, et singulièrement sur les communautés immigrées musulmanes, très souvent conventionnelle, alourdie de trop de confusions et représentations depuis l'Islamologie classique jusqu'à une certaine sociologie alarmiste et intéressée, et qui continue à parler encore et toujours de « l'Islam ». Il faudrait probablement cesser de parler de l'Islam, comme de la catégorisation manichéenne Occident / Islam, de surcroît deux registres aux contours flous et différents, et commencer à se consacrer aux « sociétés musulmanes », comme les autres, en tenant compte certes de leur spécificité mais sans oublier leur diversité.

Le rapport au religieux que nous présentons ici est « transversal, identitaire, hybride, local, minoritaire ». A cette fin, nous avons choisi, plutôt que de décliner l'une après l'autre des analyses par pays, de rassembler des études thématiques prenant appui sur des cas nationaux ou européens : son rôle à l'école en Allemagne et en Autriche – qui pose la question de l'égalité de traitement –, sa quête de normalisation en Italie, sa gestion municipale en Belgique, sa place comme affirmation identitaire au Royaume-Uni, son implantation locale et ses enjeux comme religion devenue minorité agissante en Europe, les contextes d'interaction entre musulmans et non musulmans, la question de « comment se construisent les communautés musulmanes d'Europe » ? En bref, nous avons tenu compte de la diversité des réalités nationales des Musulmans européens, de la problématique de l'ethnicité versus religion, sans oublier le défi communautaire lié à la marginalité sociale comme celui de l'innovation théologique. La contribution sur la jeunesse musulmane européenne avance aussi que le « croire » peut être un facteur d'intégration pour ceux ou celles qui sont nés et élevés en Europe.

Particulièrement en France la religion islamique continue de s'enraciner dans « une relation occultée et refoulée ». Dans l'espace français marqué par la conception jacobine de la laïcité, « il ne saurait être question », écrit encore Jocelyne Cesari, « d'opposer de manière artificielle et erronée islam et république ». En effet, la grande majorité des musulmans de France considère comme une chance le fait de vivre leur religion dans une société relativement démocratique et laïque. Les obstacles à l'organisation de la religion dans le cadre républicain sont d'ordre politique liés à des rivalités de groupes et de personnes pour la captation du leadership.

Comme l'affirme Catherine de Wenden, la démarche de reconnaissance de la religion musulmane s'inscrit dans un processus d'intégration qui peut emprunter des voies différentes d'un pays à l'autre, par delà la diversité des schémas jacobin, communautaire ou multi-culturaliste, mais où la convergence domine dans la volonté d'institutionnaliser la religion islamique, dans son nouvel environnement à travers des conflits ou des négociations avec les sociétés d'accueil. Pourrait-on parler à ce propos d'une « citoyennisation » de la communauté musulmane à travers la gestion de la représentativité de celle-ci, ou faudrait-il encore retenir la notion de *denizens*, c'est-à-dire d'après la définition de Thomas Hammar, « des groupes de population qui ont émergé et ne peuvent plus être considérés comme des citoyens étrangers sans pour autant avoir accédé à la citoyenneté » ? La contribution sur l'Italie semble confirmer cette deuxième hypothèse, étant entendu que rien n'est immuable, et que tout est relatif. Pour le moment, la droite italienne semble rejeter les Musulmans en tant qu'immigrés culturellement différents.

Les événements monstrueux du 11 Septembre 2001 ont à nouveau posé la question du soubassement du radicalisme d'inspiration religieuse en terre étrangère et des bases arrières sur lesquelles celui-ci s'est appuyé dans les pays européens, pour accomplir ses actes terroristes. Il faut certes se garder de donner une image édulcorée et par trop optimiste des enjeux. Il est vrai aussi que les principaux centres qui se réclament de la religion islamique et souvent l'instrumentalisent – imposture, impuissance ou recherche d'une forme de légitimité ? –, et où s'élabore aujourd'hui la doxa musulmane, sont à l'extérieur de l'Europe, c'est-à-dire au Moyen-Orient, en Asie, voire au Maghreb. Il est vraisemblablement illusoire de penser que la communauté musulmane-européenne se coupera de certaines influences extérieures et néfastes. Mais comment ne pas voir en même temps qu'apparaît ici et encore une fois l'« Islam » comme « menace politique internationale » ? Au-delà des assertions fallacieuses² de très bas étage qui

¹ Voir à ce propos le dossier sur "Les diasporas. Le monde turco-iranien et la Méditerranée orientale" (sous la coordination de Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont), *CEMOTI*, n° 30, 2000.

² Notons cette observation pertinente d'Alfred Grosser: "Il y a, aujourd'hui, en France plus qu'en Allemagne – parce que les musulmans turcs se sentent moins concernés par la triste situation des habitants de Gaza ou de Hebron, que les musulmans d'origine nord-africaine-, un anti-israélisme tournant à l'antijudaïsme. Je rêve du moment où dans toutes les mosquées on lancera des condamnations contre tout acte antijuif et où les organisations juives dénonceront le livre affreux d'Oriana Fallaci en proclamant que, si quelqu'un parlait de la même façon des Juifs, le livre serait condamné en justice depuis longtemps!", *Le Figaro*, 8 juillet 2002.

dominant le marché de l'édition italien mais aussi français, pour ne nous limiter qu'à ces deux cas, sans parler non plus du « journalisme d'épouvante » que dénonce à juste titre un Peter Sloterdijk, il est question de l'extension d'une islamophobie, d'une lecture géostratégique exacerbée qui présente l'islam et les Musulmans comme criminogènes.

En dehors du dossier central, Régis Darques analyse l'intégration de la Grèce à l'Europe communautaire qui semble avoir eu des effets remarquables sur le développement du pays. Le redressement socio-économique que l'auteur qualifie de « spectaculaire » opéré en quelques années a bouleversé les paysages et transformé les mentalités. Samim Akgönül s'attache à l'analyse de la perception par l'opinion publique turque des activités du Patriarcat œcuménique de Phanar dans les années 1990. Un certain rapprochement gréco-turc, les relations cordiales que le Patriarche entretient avec les responsables d'Ankara et avec une partie de la société font qu'une partie de l'opinion publique turque a une approche positive du Patriarcat. Toutefois le Phanar continue à irriter certains milieux nationalistes et religieux en Turquie.

Pour ce dernier pays qui traverse comme on le sait une période de crise économique et sociale, Ali Ergur, du département de sociologie de l'Université Galatasaray à Istanbul, étudie dans « L'émergence de la vie endettée », les modes de consommation et la transformation de la perception du temps des employés du secteur financier à travers l'usage de carte de crédit. Bien qu'elle semble coexister avec les anciens moyens d'échange, elle occupe en fait une place nettement privilégiée au centre des relations sociales, tout au moins dans les contextes modernes et urbains, qui désormais ne se comportent plus selon une logique d'épargne. L'auteur évoque à ce propos « la disparition du futur comme projet ».

Deux autres articles ont trait à l'Ouzbekistan et à l'Iran. Dans le premier, Boris Petric étudie la mahalla dans l'Ouzbekistan post-soviétique, une forme d'organisation sociale et qui fut l'objet d'une manipulation des différents pouvoirs. Dans la volonté actuelle de se différencier des pays voisins, la mahalla s'affirme aujourd'hui dans le discours politique comme l'un des marqueurs nationaux de la nouvelle « ouzbékité ». Elle est également devenue la première circonscription politico-administrative de l'Etat ouzbek indépendant et continue cependant d'être avant tout un lieu privilégié des échanges sociaux. On assiste néanmoins à une redéfinition des relations sociales qui donne alors un sens inédit à la mahalla qui s'apparente davantage à l'invention d'une tradition qu'à la renaissance d'une forme sociale disparue à l'époque soviétique.

Michel Makinsky fait le point sur l'Iran, dans une synthèse des publications récentes sur la « cohabitation », sur un pouvoir, ses difficultés et ses contradictions, son autoritarisme et ses faux-fuyants, sur le clivage conservateurs/réformateurs propre au vocabulaire politique occidental et qui ne reflète que très imparfaitement la réalité. Il fait aussi la place qu'occupent sur la scène iranienne le factionnalisme et le clientélisme. L'auteur estime que l'Iran « restera marqué par des structures factionnelles complexes, clans et réseaux d'alliances multiformes ».

Dans « Contrepoint », Michel Gilquin revient sur la crise turco-syrienne d'octobre 1998 qui a mené les deux pays au bord de l'affrontement militaire, abouti au départ forcé d'Abdullah Öcalan, finalement capturé à Nairobi – un événement qui ne renvoie pas nécessairement à « l'Occident/Islam » mais à des enjeux plus locaux –, et à la fermeture des bases du PKK au pays des el Assad. Dans « Chronique scientifique », Juliette Sargnon nous livre un compte rendu circonstancié et maîtrisé du colloque international qui s'est tenu au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, les 10-11 décembre 2001, sur « La Turquie dans les politiques américaine et européenne. Convergences, divergences et interactions ».

Gilles Bertrand rend compte d'un ouvrage collectif sur les relations gréco-turques dans l'ère de la globalisation, où les coordonnateurs semblent annoncer une approche interdisciplinaire intégrant la politique comparée, la sociologie historique et d'autres sciences sociales dans l'étude des relations internationales. Enfin, comme à l'accoutumée, nous faisons état des actions de notre association pour les enfants victimes des tremblements de terre en Turquie en donnant la parole à Meltem Kora et Deniz Yücel, respectivement pédo-psychiatre et psychologue.

Daniel Heradstveit, professeur à l'Université d'Oslo et chercheur à l'Institut norvégien des relations internationales, a accepté de rejoindre le Conseil scientifique. Cengiz Çagla de l'université de Yıldiz à Istanbul, sera désormais notre correspondant dans cette dernière ville.

Semih Vaner